

Projet de recherche Grand débat national

Contexte

A l'occasion du grand débat national lancé par le gouvernement le 15 janvier 2019, dont les termes ont été définis par une lettre cadre du président de la République, de nombreuses questions offrent aux sciences sociales un terrain d'analyse unique et exploratoire.

Un constat semble s'imposer. Le choix d'un débat national autour de quatre thématiques définies par l'exécutif (transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, citoyenneté et démocratie et organisation de l'Etat) introduit plusieurs questionnements sur la finalité, les attentes, le déroulement et les résultats escomptés. Donner la parole aux acteurs, qu'ils soient citoyens invisibles, responsables associatifs, élus locaux ou nationaux... est présenté comme un moment de débat. Mais de quel débat parlons-nous ? Celui organisé spontanément par une partie des Français insatisfaits de la politique gouvernementale ? Celui organisé verticalement par un exécutif en quête de légitimité démocratique dans un contexte de contestation sociale ? Celui justifié par l'ampleur de la crise des gilets jaunes ? Ou encore celui soufflé par quelques conseillers de gestion de crise politique pour désamorcer une révolte sociale inattendue et parfois violente ?

Les sciences sociales ont apporté plusieurs réponses sur les répertoires d'action collective (si l'on pense à C. Tilly) pour comprendre les formes retenues par les mouvements sociaux. Ici, le programme de recherche ne vise pas à étudier la sociologie des membres ou sympathisants gilets jaunes mais plutôt d'observer leur participation au débat national et saisir la « scène » du débat national.

Comment appréhender la séquence de huit semaines durant lesquelles le grand débat national s'organisera ? L'institutionnalisation de la participation à ce débat pose plusieurs questions. Porte-t-il en lui les germes d'une tentative de démocratie participative, une expérimentation de démocratie délibérative ou bien les deux ? La recherche d'un consensus politique est-elle préférée à l'échange spontané ? Par quels processus *in situ* un tel débat fournira-t-il les conditions ou non d'une réponse politique, économique et sociale adaptée aux enjeux soulevés par la crise des gilets jaunes ? Et d'ailleurs, quels seront les enjeux débattus en dehors de ceux imposés par l'exécutif ? Quelle importance doit-on accorder à la territorialisation des enjeux ?

Propositions de recherche

L'observation sur le terrain des conditions de déroulement du grand débat national peut apporter certaines réponses aux questions posées plus haut malgré plusieurs limites méthodologiques.

La démarche de recherche serait la suivante :

- 1- Observer par un guide commun le déroulement des séances de débat en insistant sur les modalités de prise de parole, le choix des thématiques, l'identité et le positionnement des acteurs présents, savoirs mobilisés par les intervenants, la méthode proposée par les organisateurs.

- 2- Administrer un court questionnaire d'environ 15 questions (5 à 7 mn) auprès des participants de manière aléatoire à la sortie du débat (doit-on imaginer un dispositif identique à l'arrivée des participants ?)
- 3- Définir un plan d'échantillonnage des communes retenues pour le terrain selon deux entrées : une typologie des communes à partir des données INSEE et le nom des communes organisatrices d'un débat tel qu'énoncé sur la plateforme en ligne du grand débat.
- 4- Vérifier la possibilité d'administrer une enquête plus profonde (25 mn) en ligne auprès des participants des débats ayant accepté de fournir leur adresse email. Un accord auprès de la CNIL (et RGPD du CNRS) sera un préalable. Cette dernière devrait idéalement être complétée par des entretiens face-à-face.

Le calendrier du débat (15 janvier – 15 mars) oblige à beaucoup d'acrobaties pour rendre possible l'opération. C'est pourquoi, l'objectif est de rassembler l'ensemble des chercheurs (M2, doctorant.e.s, post-doc., chercheurs permanents) intéressés par le sujet d'étude, le matériel ainsi rassemblé et la valorisation escomptée. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une recherche conduite par le CEVIPOF (mais plutôt initiée par Martial Foucault) qui implique pour sa réussite de sédimenter la pluralité des approches qualitatives et quantitatives pour fournir une connaissance originale de cette séquence.

Moyens :

Un financement a d'ores-et-déjà été assuré pour couvrir les frais de déplacement, de logement et d'assistantat de recherche pour une équipe constituée idéalement d'une quinzaine de personnes. Ce nombre dépendra de la disponibilité en temps de chacun.e et de la localisation géographique des débats à couvrir.

Des réunions de travail sont également prévues en marge du terrain et après la période de terrain pour coordonner la valorisation du matériel collecté et discuter des résultats de recherche et de leur extension à d'autres sources de recherche.

Enfin, l'organisation de journées d'études et conférences en association avec d'autres institutions universitaires ou groupes de réflexions interuniversitaires sera envisagée après la période d'observations.

Contact :

Martial Foucault, CEVIPOF, CNRS, Sciences Po

martial.foucault@sciencespo.fr

T : 01 45 49 72 39 / 07 79 82 88 44